

**Discours sur l'Etat de la Nation :
à défaut de concret les entreprises restent sur leur faim.**

Cela faisait longtemps qu'un discours sur l'état de la nation n'avait pas été attendu avec autant d'intérêt par les entreprises. Hélas, pour l'UEL, cette attente se termine avec quelque désillusion, les bonnes intentions n'étant guère suivies de mesures concrètes en vue d'améliorer l'environnement des entreprises.

Les déséquilibres dont souffre notre pays ne peuvent être rétablis que par une meilleure exploitation de notre potentiel de développement. L'économie luxembourgeoise doit être dynamisée par une meilleure productivité qui seule peut apporter la croissance requise pour financer l'Etat providence et ses systèmes sociaux. Or la compétitivité de notre économie, condition indispensable à une croissance plus forte pouvant aider à résorber le chômage a à peine été effleurée par le Premier Ministre. Pourtant, le gouvernement ne saurait reprendre le contrôle sur les finances publiques sans une performance améliorée des entreprises.

De plus, une faiblesse du programme gouvernemental soulignée par l'UEL se confirme : alors que le chômage croissant risque de devenir l'un des principaux problèmes de société, ses raisons profondes ne sont pas combattues. Le changement de paradigme demandé par l'UEL visait à soutenir le travail, plutôt que de financer le chômage, afin de faire reculer l'exclusion. Il voulait aussi améliorer les conditions d'organisation et de flexibilité du travail pour que nos entreprises deviennent plus productives et attirent les investissements indispensables à la création de l'emploi. Pour l'instant, nous n'avons pas avancé dans cette direction.

Au contraire, la solution qui semble préconisée par le gouvernement pour la hausse de la TVA vise à faire payer les entreprises par l'intermédiaire de l'indexation des salaires et par la compression de leurs marges. Cette voie diminuerait d'autant la rentabilité des entreprises, nous ferait perdre encore en compétitivité par rapport au reste de l'Europe et par ricochet menacerait l'emploi.

La compétitivité des entreprises ne sera pas non plus augmentée par le projet de loi de réforme du dialogue social ou par la hausse brutale des cotisations de la Mutualité des Employeurs, deux mesures imposées par le gouvernement contre toute logique économique.

Le Premier Ministre a par ailleurs annoncé des consultations avant l'été sur l'avenir de l'indexation automatique. Cette proposition de négocier un élément essentiel de la compétitivité de notre économie est la bienvenue, mais ce dialogue ne sera utile que s'il permet de faire baisser notre taux d'inflation à un niveau inférieur à celui de nos voisins.

L'UEL accueille positivement les intentions gouvernementales relatives aux finances publiques, à la simplification administrative, à la diversification de l'économie et à l'investissement dans la recherche et le développement. Pour le reste, elle garde espoir que le gouvernement finira par tenir pleinement compte des réalités économiques et fera face aux difficiles décisions politiques qu'il doit prendre dans l'intérêt à long terme de notre pays.

L'UEL regroupe les organisations suivantes :

Association des Banques et Banquiers, Luxembourg · Association des Compagnies d'Assurances · Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg · Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg · clc (Confédération luxembourgeoise du Commerce) · Fédération des Artisans · Fedil – Business Federation Luxembourg · HORESCA – Fédération Nationale des Hôteliers, Restaurateurs et Cafetiers